

Modèle de déclaration de mandataire financier

Chaque candidat¹ doit déclarer un mandataire financier unique.

Déclaration d'un mandataire financier (personne physique)

(À effectuer auprès du représentant de l'État dans le département ou la collectivité où se situe la circonscription électorale dans laquelle le candidat se présente ou, lorsque cette déclaration intervient pour les députés représentants les Français établis hors de France à la préfecture de Paris, contre un récépissé daté ou à envoyer par lettre avec accusé de réception).

(A REMPLIR EN LETTRES MAJUSCULES)

Je Nous **soussigné(e)(s) :**

Nom :.....Prénom :.....

Date et lieu de naissance : .../.../.....à.....

Adresse :.....

Code postal :.....Ville :.....

Adresse électronique :.....@.....

Téléphone :.....

ET (À ne renseigner qu'en cas de binôme)

Nom :.....Prénom :.....

Date et lieu de naissance : .../.../.....à.....

Adresse :.....

Code postal :.....Ville :.....

Adresse électronique :.....@.....

Téléphone :.....

dans la circonscription de.....

Candidat-e/Candidat-e tête de liste/ Binôme de candidat² dans le cadre des élections.....

qui se dérouleront le

Désigne(nt) comme mandataire financier pour cette campagne Monsieur Madame :

Nom :.....Prénom :.....

Date et lieu de naissance : .../.../.....à.....

¹ Le terme « candidat » désigne le candidat, candidat tête de liste ou binôme de candidats.

² Rayer la mention inutile

Adresse :.....
Code postal :.....Ville :.....
Adresse électronique :.....@.....
Téléphone :.....

conformément aux dispositions du code électoral.

Ce mandataire agira en mon/notre nom³ et pour mon/notre compte, en réglant les seules dépenses imputables au compte de campagne, et encaissera les recettes recueillies à cet effet.

Pour lui permettre de régler les dépenses avant le dépôt du compte de campagne, je m'engage/nous nous engageons à lui verser sur compte bancaire unique ouvert par mon/notre mandataire financier, ouvert spécifiquement à cet effet, les contributions personnelles nécessaires.

Vous trouverez ci-joint l'accord écrit de la personne désignée.

Fait à.....

Le.....

Signature(s) du ou des candidats :

³ Rayer la mention inutile

ACCORD DU MANDATAIRE

(A joindre à la lettre adressée au préfet par le candidat).

Je soussigné(e) :

Nom :Prénom :

Date et lieu de naissance : .../.../.....à.....

Adresse :

Code postal :Ville :

Adresse électronique :@.....

Téléphone :

Accepte d'être le mandataire financier de Monsieur, Madame :

Nom :Prénom :

Date et lieu de naissance : .../.../.....à.....

Adresse :

Code postal :Ville :

Adresse électronique :@.....

Téléphone :

Et (à ne renseigner qu'en cas de binôme de candidats) de Monsieur, Madame :

Nom :Prénom :

Date et lieu de naissance : .../.../.....à.....

Adresse :

Code postal :Ville :

Adresse électronique :@.....

Téléphone :

Candidat/candidat tête de liste/binôme de candidats dans la circonscription
de.....

Dans le cadre des élections
le.....

qui se dérouleront

Cette fonction sera remplie en respectant les dispositions du code électoral et en particulier l'article L. 52-6. Je m'engage à ouvrir un compte bancaire spécifique et à remettre au candidat mes comptes accompagnés des pièces justificatives des dépenses et des recettes (liste nominative des dons des personnes physiques, contributions versées par les partis politiques, contributions personnelles du ou des candidat(s), relevés du compte, copie des chèques remis à l'encaissement supérieurs à 150 euros).

A ces comptes seront également jointes les liasses de reçus-dons, même non utilisées, que la préfecture m'aura délivrées en ma qualité de mandataire financier.

Ces comptes seront annexés au compte de campagne.

Je m'engage à clôturer le compte bancaire ouvert dès cessation de mes fonctions et au plus tard six mois après le dépôt du compte de campagne.

Dans le cas où le candidat ne déposerait pas sa candidature dans le délai imparti, je m'engage à restituer à la préfecture les liasses et à informer les donateurs que les dons pour lesquels des formules numérotées ont été distribuées n'ouvrent pas droit à un avantage fiscal, en application des dispositions de l'article 200 du code général des impôts.

Fait à.....

Le.....

Signature